



**MESURES PRISES CONCERNANT LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD
DE L'OMC SUR L'APPLICATION DES MESURES
SANITAIRES ET PHYTOSANITAIRES**

**RENSEIGNEMENTS PRÉSENTÉS PAR L'INSTITUT INTERAMÉRICAIN
DE COOPÉRATION POUR L'AGRICULTURE (IICA)**

La communication ci-après, reçue le 12 mars 2013, est distribuée à la demande de l'IICA.

1. Les organisations ayant le statut d'observateur auprès du Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires (Comité SPS) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sont invitées à présenter des rapports sur les activités qu'elles ont menées pour promouvoir une meilleure compréhension et une meilleure mise en œuvre de l'Accord SPS. L'IICA souhaite présenter quelques mesures ou activités qui, selon lui, pourraient intéresser le Comité.

**1 PROMOTION DE LA PARTICIPATION AUX INSTANCES MULTILATÉRALES LIÉES AU
COMITÉ SPS**

2. Dans le cadre de l'aide qu'il apporte à ses pays membres pour qu'ils participent au Codex Alimentarius, l'IICA a organisé un colloque du 15 au 18 janvier, au Panama, afin que les délégués de 23 pays analysent leurs programmes et s'efforcent de définir des positions régionales à l'intention du Comité sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (CCFICS) et de la Commission du Codex. Ce colloque a bénéficié d'un financement des États-Unis.

3. L'IICA a également contribué à des réunions de coordination virtuelles, qui ont été organisées pour chacun des Comités du Codex (huit au total entre octobre 2012 et mars 2013). Placées sous l'égide du Secrétariat du Comité de coordination pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CCLAC), ces réunions ont été l'occasion d'examiner les questions à l'ordre du jour et de dégager des positions communes. Les réunions de coordination permettent aux pays qui ne peuvent pas assister aux sessions du Codex d'échanger des vues avec les autres pays de la région et, éventuellement, d'exprimer ou de défendre ces vues par l'intermédiaire des délégués du CCLAC qui, eux, sont présents aux sessions. Les réunions de coordination aident aussi le CCLAC à mieux organiser la planification stratégique au niveau régional et sa participation.

4. Deux réunions ont été consacrées à des questions sans lien avec les programmes des Comités du Codex: l'une d'ordre technique, l'autre touchant à la diffusion d'un système d'information. La première question était celle des limites de cadmium dans le cacao, qui requiert une importante coordination régionale et la production de données scientifiques à l'intention du Comité d'experts FAO/OMS sur les additifs alimentaires (JECFA). La seconde question concernait la mise au point d'un système d'information destiné à faciliter la communication entre les membres et à répondre plus rapidement aux demandes du Secrétariat du Codex.

5. De nombreux bureaux de l'IICA travaillent activement avec les Comités nationaux du Codex et leurs sous-comités techniques, ce qui permet de connaître précisément les principaux besoins actuels, d'organiser des activités ciblées de renforcement des capacités ou de favoriser l'échange de données d'expérience entre les pays. En décembre 2012, en Équateur, l'IICA a organisé un

atelier sur l'administration des Comités du Codex, en prenant l'exemple du Costa Rica et de l'Uruguay.

6. Dans le cadre de son programme d'aide à la participation aux réunions du Codex Alimentarius, l'IICA s'est intéressé au début de cette année aux réunions du Comité d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (six pays), du Comité sur les additifs alimentaires (trois pays), du Comité sur les contaminants dans les aliments (quatre pays); il poursuivra avec quatre autres réunions d'ici à la fin de 2013. Ce programme a été financé avec l'aide des États-Unis. Pour en savoir plus, vous pouvez vous adresser à Ricardo Molins (Ricardo.molins@iica.int) et Eric Bolaños (Erick.bolanos@iica.int).

2 AIDE AU RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS

7. L'IICA a continué d'apporter son soutien au Service phytosanitaire de l'État, au Costa Rica, qu'il a aidé dans l'élaboration d'indicateurs de résultats pour son Plan stratégique. Pour en savoir plus, vous pouvez vous adresser à Alejandra Diaz (Alejandra.diaz@iica.int) et Sacha Trelles (sacha.trelles@iica.int).

8. Le guide "Performance, vision et stratégie" de l'IICA reste d'application dans plusieurs pays: celui qui est destiné aux organisations nationales de protection phytosanitaire a été appliqué au Suriname, au Guyana et au Nicaragua; celui qui est destiné aux services vétérinaires, aux Bahamas. Pour en savoir plus, vous pouvez vous adresser à Ana Marisa Cordero (marisa.cordero@iica.int).

9. Grâce à l'aide que l'IICA lui apporte pour renforcer son Administration nationale de la qualité et de la santé des animaux (SENACSA), le Paraguay a récemment pu progresser sur les questions de normalisation internationale dans le domaine de la santé animale et proposer un décret visant à définir les compétences de la SENACSA. Pour en savoir plus, vous pouvez vous adresser à Carlos Franco (carlos.franco@iica.int).

3 AIDE AUX ORGANISATIONS DE LA RÉGION OU DE L'HÉMI SPHÈRE INTERVENANT DANS LE DOMAINES SPS

10. Dans le domaine de la santé animale, l'IICA a achevé son programme de formation en épidémiologie avec le Comité vétérinaire permanent du cône Sud (CVP). Les projets élaborés au cours de l'année ont été présentés et défendus. Si les six pays du CVP ont bien participé au programme, seulement quatre ont soumis les fruits de leurs travaux, qui portaient sur:

- la conception de l'échantillonnage et le plan de contrôle pour la peste porcine classique (Uruguay);
- le plan d'échantillonnage pour la salmonellose aviaire (Uruguay);
- l'évaluation de stratégies alternatives de diagnostic de la tuberculose bovine (Chili); et
- l'évaluation de l'échantillonnage pour le virus Maedi-Visna (Argentine).

11. Dans le domaine de la préservation des végétaux, l'IICA a aidé le Comité phytosanitaire du cône Sud (COSAVE) à créer, imprimer et diffuser des supports de formation sur la maladie du Huanglongbing (HLB). Ceux-ci seront distribués par les organisations nationales de protection phytosanitaire de la région dans les zones de production d'agrumes et aux postes frontière.

12. L'IICA a contribué à relancer les travaux du Groupe interaméricain de coordination phytosanitaire (GICSV), dont il assure le Secrétariat technique, en organisant une réunion au Costa Rica les 26 et 27 novembre 2012 et une vidéoconférence en février 2013. Les organisations régionales de protection phytosanitaire participantes étaient la NAPPO, l'OIRSA et le COSAVE. Un programme de travail a été arrêté pour 2013. Pour en savoir plus, vous pouvez vous adresser à Lourdes Fonalleras (Lourdes.fonalleras@iica.int).

13. Mesures SPS dans la région des Caraïbes: Il a été convenu avec les représentants de la CARICOM de la version finale de la fiche d'action ainsi que des budgets annuels et du budget total pour les mesures sanitaires et phytosanitaires prévues dans le projet qui sera mis en œuvre par

l'IICA en 2013-2016. Ce volet SPS (évalué à 11,7 millions d'euros) s'inscrit dans l'Accord de partenariat économique (APE) conclu entre l'Union européenne et des pays du Pacifique Sud et des Caraïbes avec lesquels elle a signé un accord de libre-échange (le CARIFORUM regroupe les 15 pays de la CARICOM et la République dominicaine). Le projet couvrira de multiples aspects SPS et d'autres liés à la santé des animaux, la préservation des végétaux et la sécurité sanitaire des aliments – y compris la création/le renforcement des organismes nationaux compétents en la matière et le soutien en faveur de l'Agence des Caraïbes pour le contrôle agrosanitaire et la sécurité sanitaire des aliments (CAHFSA), l'harmonisation de la législation, la modernisation des services compétents, la participation aux processus de normalisation internationale SPS – et accordera une large place à la formation aux bonnes pratiques (bonnes pratiques agricoles, bonnes pratiques d'élevage, bonnes pratiques de fabrication, système d'analyse des risques – points critiques pour leur maîtrise (HACCP)) dans le secteur public, le secteur privé et le milieu universitaire. Pour en savoir plus, vous pouvez vous adresser à Ricardo Molins (ricardo.molins@iica.int) et Carol Thomas (carol.thomas@iica.int).

14. La troisième réunion ministérielle du Sous-Comité de facilitation du commerce agricole dans les Caraïbes a été consacrée aux mesures non tarifaires appliquées par les pays de la région et sur leur effet sur les échanges. Y assistaient les Ministres de l'agriculture de la Trinité-et-Tobago, du Guyana et de la Jamaïque, ainsi que des représentants de l'IICA, de la FAO et de l'*Institut de recherche et de développement agricoles des Caraïbes* (CARDI). Le Sous-Comité espère parvenir à des solutions et des recommandations qu'il pourra soumettre aux Ministres. Pour en savoir plus, vous pouvez vous adresser à Carol Thomas (carol.thomas@iica.int).

Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA)
Santé des animaux, préservation des végétaux et sécurité sanitaire des aliments
<http://www.infoagro.net/salud>
<http://www.iica.int/>
